

Service Santé et Protection des Animaux et de  
l'Environnement  
2 boulevard de Strasbourg  
CS 70010  
Cité Marianne - BATIMENT E  
59046 Lille

Lille, le 15/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PARC ZOOLOGIQUE VILLE DE LILLE**

PL AUGUSTIN LAURENT  
59033 LILLE CEDEX  
59000 Lille

Références : 2025-04182  
Code AIOT : 0055900993

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement PARC ZOOLOGIQUE VILLE DE LILLE implanté Avenue Mathias Delobel 59033 LILLE CEDEX 59000 LILLE. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a pour finalité de vérifier la remise en conformité des points relevés lors de l'inspection 06 septembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC ZOOLOGIQUE VILLE DE LILLE
- Avenue Mathias Delobel 59033 LILLE CEDEX 59000 LILLE
- Code AIOT : 0055900993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc zoologique de Lille dispose d'un arrêté préfectoral en date du 10 octobre 1996 modifié le 17 mars 2015. Cet établissement relève de la rubrique 2140 présentation au public. Le parc possède des espèces de la faune sauvage ainsi que des espèces domestiques. Il a un rôle pédagogique et de conservation des espèces.

## **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	De l'organisation générale des établissements.	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	De la participation aux actions de conservation des espèces animales.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 55	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004	/	Sans objet
6	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35	/	Sans objet
7	Plan de secours	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Annexe I point 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence la remise en conformité de cet établissement, le dépôt d'un dossier pour la reconnaissance d'un capacitaire sur le parc est en cours d'instruction par l'agent en charge de la faune sauvage captive à la DDPP 59, l'obtention de ce certificat de capacité viendra compléter cette remise en conformité.

Lors de la visite, il a été constaté que des travaux sont en cours et devront faire l'objet d'un porter à

connaissance à l'attention de monsieur le préfet du Nord conformément à la réglementation en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : De l'organisation générale des établissements.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Enceinte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes. Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes. La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre. L'exigence d'une enceinte extérieure ne s'applique pas aux établissements où les présentations d'animaux au public s'effectuent à l'intérieur de bâtiments clos, tels les aquariums ou les vivariums.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté l'amélioration de la clôture du parc et notamment le remplacement du portail près du local des tortues. Ce nouveau portail a désormais une hauteur de trois mètres et est réalisé avec une structure barreaudée métallique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : De l'organisation générale des établissements.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Capacitaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.</p>

<b>Constats :</b> Le capacitaire vétérinaire qui est présent régulièrement sur le parc n'effectue pas un temps plein. Cependant, il nous a été remis le jour de l'inspection un dossier de demande de certificat de capacité pour la présentation au public d'animaux vivants d'espèces non-domestiques au sein d'établissements à caractère fixe et permanent. Ce dossier est en cours d'instruction. L'inspection reste attentive concernant l'obtention de ce certificat de capacité. La directrice du PARC déposera prochainement sa demande de certificat de capacité. L'objectif du parc étant d'avoir sur son site deux capacitaires. Le vétérinaire capacitaire actuel continuera à accompagner le zoo de Lille.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 :** De la participation aux actions de conservation des espèces animales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 55
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Rapport conservation des espèces.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/03/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements contribuent auprès des éleveurs d'animaux d'espèces non domestiques ou auprès des organisations intéressées à la conservation de la diversité biologique, à la diffusion des informations qu'ils détiennent en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'élevage des animaux sauvages en captivité, des connaissances de leur biologie ou des connaissances utiles à la conservation de la diversité biologique.
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a transmis le 25/05/2025 deux rapports d'activités sur les actions de conservation, d'éducation et de recherche pour les années 2022 et 2023. Le parc zoologique de Lille s'engage à 3 niveaux différents de la conservation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La conservation ex-situ en participant à l'élevage d'espèces animales menacées ;</li> <li>• La conservation in-situ en soutenant financièrement des associations de protection de la nature ;</li> <li>• La sensibilisation et l'éducation du public : mieux connaître pour mieux protéger.</li> </ul> Le Zoo de Lille est membre de plusieurs associations zoologiques : la WAZA, l'EAZA et l'AFdPZ lui permettant de développer son réseau scientifique dans le but de participer activement à la conservation d'animaux d'espèces non-domestiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 :** De l'organisation générale des établissements.

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, divers changements sont observés dans le parc. Notamment la mise en place d'un nouvel univers appelé "Maison Tropicale" sans avoir porté ces changements à la connaissance de monsieur le préfet du Nord.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande qu'un porter à connaissance, exposant les modifications envisagées, dont la mise en œuvre a d'ores et déjà débuté dans le parc, soit transmis à monsieur le préfet. Ce porter à connaissance devra comporter l'ensemble des pièces réglementaires conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.
<b>Constats :</b> L'accès du public aux allées de service, aux locaux et aux zones de stockage est strictement limité par la présence de portes maintenues fermées à clé en permanence. Par ailleurs, les zones actuellement en travaux sont interdites au public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Enclos
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
<b>Constats :</b> Les enclos disposent de sas. Un exercice d'évasion d'un loup à crinière a été organisé le 31 mars 2025 à 8h30. Le but de cet exercice était d'appréhender une situation similaire et de permettre d'améliorer la procédure relative à l'évasion. Selon les responsables du parc, l'exercice s'est déroulé de manière conforme à la procédure et a duré 15 mn. Un second exercice est prévu dans le courant de l'année 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Plan de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Annexe I point 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la

base de scenarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.

**Constats :**

Le plan affiché lors de l'inspection n'a pas été actualisé avec les modifications en cours. Un livret de secours contenant le plan de secours établi en 2025 nous est communiqué après la visite le 26 mai 2025 et prend en compte les évolutions du parc après les travaux. Ce livret, fourni à tout nouveau collaborateur arrivant, comprend les consignes générales de sécurité, les fiches réflexes (procédures sur différents scénarios) et les plans d'évacuation.

**Type de suites proposées :** Sans suite